Image not found or type unknown

Les différentes législations pénales en matière de crypto-monnaies

Actualité législative publié le **27/01/2025**, vu **173 fois**, Auteur : Yanis MOUHOU

il est probable que les législations pénales s'harmoniseront davantage pour lutter efficacement contre les activités criminelles

L'essor des **crypto-monnaies** au cours de la dernière décennie a créé un environnement juridique complexe, notamment en matière de **criminalité financière**, de **blanchiment d'argent** et de **financement du terrorisme**. Chaque État, tout en reconnaissant les bénéfices économiques potentiels des crypto-actifs, doit aussi faire face à des défis juridiques en raison de la décentralisation, de l'anonymat relatif des transactions et de l'évolution rapide des technologies sous-jacentes. Cet article explore les différentes **législations pénales** des États concernant les crypto-monnaies, en analysant les approches des **États-Unis**, de l'**Union européenne**, de la **Chine**, du **Japon** et de quelques autres juridictions. L'objectif est de comprendre comment ces pays abordent les aspects criminels des crypto-monnaies et les mesures pénales qu'ils ont mises en place.

1. Les États-Unis : Une Approche Fragmentée mais Rigoriste

Les États-Unis ont une approche **fragmentée** en matière de régulation des crypto-monnaies, avec une interaction complexe entre les lois fédérales et celles des différents États. Toutefois, plusieurs agences fédérales, telles que la **Securities and Exchange Commission (SEC)**, la **Commodities Futures Trading Commission (CFTC)** et le **Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN)**, ont établi des lignes directrices en matière de régulation et de lutte contre les activités criminelles liées aux crypto-monnaies.

a. Régulation Fédérale

La **SEC** considère certaines crypto-monnaies comme des titres financiers (des **securities**), ce qui les soumet à des régulations strictes en matière d'enregistrement et de divulgation. Les violations, telles que les **offres initiales de pièces (ICO) non enregistrées**, peuvent entraîner des sanctions pénales et des amendes considérables.

Le **FinCEN**, quant à lui, impose des **exigences de lutte contre le blanchiment d'argent (AML)** et de connaissance du client (KYC) pour les plateformes de crypto-monnaies. Il peut imposer des sanctions contre les entités ne respectant pas ces normes, comme des amendes substantielles et des interdictions d'opérer.

b. Législation des États

Les législations varient considérablement d'un État à l'autre. Par exemple, **New York** impose aux entreprises de crypto-monnaies une licence particulière, la **BitLicense**, qui exige des audits réguliers, des rapports financiers et la mise en œuvre de protocoles KYC/AML. Les violations de cette licence peuvent entraîner des sanctions pénales, y compris la fermeture de l'entreprise.

Certaines juridictions comme **la Californie** ou **le Wyoming** adoptent une approche plus permissive, favorisant les crypto-entreprises et encourageant l'innovation tout en mettant en place des cadres réglementaires pour assurer la sécurité des investisseurs.

c. Criminalité liée aux Crypto-monnaies

Les crimes associés aux crypto-monnaies, tels que le **blanchiment d'argent**, les **fraudes**, les **ransomwares** et le **financement du terrorisme**, sont sévèrement punis aux États-Unis. L' **U.S. Department of Justice (DOJ)** et le **FBI** mènent des enquêtes complexes et ont conduit à des poursuites célèbres contre des criminels utilisant des crypto-monnaies pour financer des activités illégales.

2. Union Européenne : Une Régulation Commune et Stricte

L'Union européenne (UE) a cherché à harmoniser les régulations concernant les crypto-monnaies à travers plusieurs initiatives législatives. L'objectif principal est de créer un cadre régulier qui permettrait de contrer les risques de fraude et de criminalité tout en préservant l'innovation.

a. Règlement MiCA (Markets in Crypto-Assets)

Le **Règlement MiCA**, actuellement en discussion, est un effort significatif de l'UE pour encadrer le marché des crypto-actifs. Il cherche à offrir une définition claire des crypto-monnaies et des services d'actifs numériques tout en imposant des règles strictes en matière de **transparence**, de **lutte contre le blanchiment d'argent** et de **protection des consommateurs**.

Ce règlement permettra de soumettre les acteurs du marché des crypto-actifs à des exigences en matière de **KYC/AML**, avec des sanctions pénales pour les infractions. Les plateformes d'échange devront obtenir une **licence européenne** pour opérer, et les transactions suspectes devront être signalées aux autorités compétentes.

b. Directive 2018/843 (5e Directive AML)

La 5e Directive de l'UE sur le blanchiment d'argent (AML) impose des règles de **KYC** aux fournisseurs de services de crypto-monnaies. Elle oblige ces acteurs à s'inscrire auprès des régulateurs nationaux, à effectuer une vérification rigoureuse des utilisateurs et à signaler toute activité suspecte. En cas de non-respect de ces exigences, les entités peuvent se voir infliger des amendes substantielles, des sanctions administratives et même des poursuites pénales.

3. Chine : Répression Totale des Crypto-monnaies

La **Chine** a adopté une position très stricte vis-à-vis des crypto-monnaies, interdisant l'échange et la **mining** de crypto-monnaies sur son territoire. Depuis 2017, la Banque centrale de Chine (PBOC) a imposé des mesures visant à interdire les ICO et à restreindre les transactions en crypto-monnaies.

Copyright © 2025 Légavox.fr - Tous droits réservés

a. Législation Pénale

Les autorités chinoises considèrent l'utilisation des crypto-monnaies pour le **blanchiment d'argent** ou le **financement du terrorisme** comme des infractions pénales graves. Le pays a renforcé son système juridique en interdisant les activités de **minage** de crypto-monnaies sur son sol et en imposant des sanctions pénales sévères contre les plateformes d'échange de crypto-monnaies illégales. La Chine a également ciblé des **escroqueries par ICO** et des **fraudes liées aux crypto-actifs**.

4. Japon : Approche Régulée mais Souple

Le **Japon** est l'un des premiers pays à avoir mis en place une législation claire concernant les crypto-monnaies. En 2017, le Japon a adopté une loi autorisant le **Bitcoin** comme moyen de paiement légal et a créé un cadre réglementaire pour les **bourses de crypto-monnaies**.

a. Législation sur les Crypto-monnaies

La **Financial Services Agency (FSA)** est l'organisme chargé de réguler les crypto-monnaies au Japon. Il exige des plateformes de crypto-monnaies qu'elles respectent des normes strictes en matière de **KYC/AML** et qu'elles enregistrent leurs activités auprès des autorités. Le Japon a également mis en place des règles concernant la **protection des consommateurs** et la sécurité des **portefeuilles**.

b. Sanctions Pénales

Les entreprises ne respectant pas ces règles peuvent se voir interdire de fonctionner et être poursuivies pour **blanchiment d'argent** ou **fraude**. Le Japon a également intensifié ses efforts pour enquêter sur les **escroqueries liées aux ICO** et sur les **transactions suspectes**.

5. Autres Juridictions : Singapour, Corée du Sud, et Le Canada

a. Singapour

Singapour est reconnu pour sa régulation **souple** mais efficace en matière de crypto-monnaies. Le pays n'interdit pas l'utilisation des crypto-actifs, mais il exige des entreprises qu'elles s'enregistrent auprès de l'**Autorité monétaire de Singapour (MAS)** et respectent les règles KYC/AML. Les sanctions pénales incluent des amendes et des peines de prison pour les infractions liées au blanchiment d'argent et à la fraude.

b. Corée du Sud

La Corée du Sud a adopté une approche plus sévère vis-à-vis des crypto-monnaies, avec des régulations strictes sur les **plateformes d'échange**. Le pays impose des règles de **KYC/AML** et a été particulièrement vigilant dans la lutte contre les **fraudes** et les **ransomwares**.

c. Canada

Le Canada reconnaît les crypto-monnaies comme des biens, et les plateformes d'échange doivent se conformer aux réglementations **AML/KYC**. Le pays a été un des premiers à interdire les **mixers de crypto-monnaies**

Copyright © 2025 Légavox.fr - Tous droits réservés

et à criminaliser le **blanchiment d'argent** via des crypto-actifs.

Copyright © 2025 Légavox.fr - Tous droits réservés